

L'Équateur devant un nouveau cycle politique

jeudi 29 mars 2018, par [MACHADO Decio](#) (Date de rédaction antérieure : 12 février 2018).

Le 4 février, le peuple équatorien a décidé de mettre fin à l'hégémonie corréiste [1] qui dominait le pays depuis 11 ans. Deux Équatorien-ne-s sur trois ont voté en faveur des questions du référendum mis de l'avant par le gouvernement national dans une logique d'opposition à l'ancien président Rafael Correa, et a donné pour la première fois dans l'histoire un rejet citoyen de la majorité des postulats politiques de l'ancien président.. Jusque-là - à travers des consultations populaires, des plébiscites, des référendums et des élections - l'ancien président Correa avait réussi à accumuler douze victoires consécutives dans les sondages en seulement dix ans.

Sur les sept questions posées par l'exécutif, les trois premières avaient une relation directe avec le correísmo, en soulevant des questions telles que :

- La suppression des droits politiques des personnes coupables de corruption, ce qui touche un nombre croissant de hauts fonctionnaires faisant partie du noyau au pouvoir de l'ancien régime - il existe déjà une douzaine d'anciens ministres accusés de différentes causes et ce nombre va continuer d'augmenter - et cela pourrait finir par affecter Rafael Correa lui-même ;
- L'élimination de l'amendement constitutionnel approuvée dans la dernière phase du précédent gouvernement qui permettait la réélection indéfinie à des postes de l'administration publique jusqu'en 2021 et qui permettait à Correa de se présenter de nouveau, tout comme il en avait l'intention aux prochaines élections présidentielles.

Et la recomposition du Conseil de la participation citoyenne et du contrôle social bien connu comme le cinquième pouvoir constitutionnel, dont les membres désignés étaient les tenants des institutions du pays, ce qui autorisait l'appareil corréiste de s'inscruter dans la structure de l'État alors que l'ancien président n'occupait plus le fauteuil présidentiel.

Qu'est-ce donc que le correísmo ?

Comprendre la situation actuelle en Équateur implique de comprendre ce qui a été défini comme le correísmo et pourquoi il a maintenant cessé d'être fonctionnel pour les élites équatoriennes.

Depuis 1997, suite au gouvernement d'Abdalá Bucaram, l'Équateur est entré dans une étape de crise institutionnelle permanente qui a voulu dire qu'aucun président élu lors d'élections n'a été en mesure de terminer son mandat. Il est évident que cela a créé une grande instabilité politique et un facteur de déséquilibre important en ce qui concerne une politique d'investissement de plus en plus urgente et nécessaire pour la modernisation capitaliste auquel le pays a dû faire face après la crise financière des années 1999-2000.

A l'aube du présent siècle, l'économie mondiale s'est stabilisée et a surmonté plusieurs crises majeures dans divers pays : Mexique et Venezuela (1994), Thaïlande, Indonésie, Philippines, Taiwan, Corée du Sud ... (1997), Russie (1998) ou Argentine (2001) -, ce qui a permis à l'économie internationale d'améliorer ses performances, avec une croissance comprise entre 4% et 6% au début

de la décennie, jusqu'à la crise financière mondiale de 2008.

De même, depuis 2003, les prix des produits de base ont augmenté en raison des effets des ouragans, tels Katrina, dans les installations pétrolières ; la croissance de l'économie des pays émergents et industrialisés ; et en particulier l'industrie de la construction en plein essor, qui a pris fin dans une bulle spéculative qui a éclaté et a fait tourner l'intérêt des investisseurs vers les marchés spéculatifs tels que l'or et le pétrole, ce qui a provoqué une demande artificielle qui a poussé vers le haut le prix du pétrole brut à un maximum de 147,27 dollars le baril en juillet 2008.

Dans ce contexte, le pétrole brut équatorien dépend du prix du pétrole américain West Texas Intermediate (WTI), qui est le marqueur pour le continent américain et qui est essentiellement vendu tant par Petroecuador et que par des entreprises privées étrangères dans le pays. Il a également nettement augmenté ses prix.

Étant un pays économiquement dépendant du pétrole brut, la croissance moyenne du PIB équatorien au cours de la première décennie de ce siècle a été de 4,4% alors qu'au cours des dix années précédentes, cet indicateur ne dépassait pas 1,8%. Cela indique qu'à partir de l'an 2000, l'économie équatorienne a commencé à se consolider en grande partie soutenue par des conditions extérieures favorables grâce à l'argent du pétrole et aux envois de fonds des migrants générateurs de conditions de modernisation tardive du système capitaliste national.

Dans ce contexte, le secteur le plus dynamique du capital équatorien a compris qu'il pourrait améliorer ses possibilités d'affaires en favorisant un niveau de consommation plus élevé sur les marchés domestiques grâce à une certaine distribution de l'excédent pétrolier - et non par la redistribution de la richesse qui est demeuré dans les mains d'une minorité mais par l'incorporation dans le marché des secteurs populaires par l'endettement familial et la financiarisation populaire (démocratisation de la consommation basée sur des prêts du secteur financier privé). C'est le rôle joué fondamentalement par le gouvernement de Rafael Correa au cours de la dernière période de boom économique en Équateur.

Au cours de la première décennie de ce siècle, la plus grande part du PIB dans l'économie nationale a été la consommation privée, qui représentait en moyenne 66,6% du PIB, devenant le facteur qui a le plus contribué à croissance nationale au cours de la période précédant la chute des prix du pétrole.

La revitalisation de l'économie nationale avec l'État comme moteur de la politique économique du marché libre signifiait que les secteurs affaires et financiers étaient les principaux bénéficiaires d'une action qui ne comportait pas de risques pour l'investissement privé parce qu'elle reposait sur des fonds publics. Le respect démontré par le gouvernement Correa à la forme d'accumulation héritée de l'ère néolibérale, signifiait qu'il n'y avait pas la moindre transformation structurelle des piliers constitutifs du pouvoir en Équateur. Ceci en dépit du fait que des secteurs historiquement oubliés pourraient bénéficier pendant la période d'expansion de certaines politiques de bien-être basées sur le transfert de surplus découlant de l'intensification des politiques extractives. En fin de compte, cela signifiait que si l'accent était mis sur une propagande souverainiste, la dépendance économique internationale des marchés spéculatifs mondiaux deviendrait de plus en plus aiguë et l'économie nationale serait reprogrammée de manière substantielle.

Le modèle économique a fonctionné et a même bénéficié d'un large soutien populaire, miracle économique comme on l'appelait, tant que le boom des matières premières a duré, tout l'échafaudage des politiques sociales et économiques des corréistes étant ruiné par la chute du prix du pétrole brut en 2013.

C'est à partir de ce moment que certains services publics commencent à se détériorer, que l'économie nationale est paralysée, que la consommation domestique baisse et que les indicateurs sur la réduction de la pauvreté et d'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs commencent à se détériorer.

En février 2014, le gouvernement du président Rafael Correa commençait à ressentir l'érosion politique de son mandat, perdant les élections sectorielles tenues dans les principales mairies du pays ayant les partis d'opposition. Les secteurs d'activité qui avaient autrefois bénéficié des politiques corréistes, comprirent alors qu'après la période de l'économie facile, il était nécessaire de réduire les dépenses publiques, de réduire la taille de l'État et de revenir à la libéralisation de l'économie. Compte tenu du nouveau manque de liquidité de l'État équatorien, il a cessé d'être fonctionnel et capable de stimuler l'économie nationale et la politique de subventions sociales a de nouveau été remise en question.

Cela a conduit à une augmentation des mobilisations populaires dans tout le pays, ce qui a donné lieu à un appel à la grève / mobilisation organisée en août 2015 par le mouvement indigène et le syndicalisme indépendant qui a fini par être honteusement réprimé par les forces de sécurité de l'État.

Decio Machado

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

| tiré de Viento sur | traduction PTAG

Presse-toi à Gauche !

<http://www.pressegauche.org/L-Equateur-devant-un-nouveau-cycle-politique>

Notes

[1] Du nom de son ex-président, Rafael Correa